



CHAPITRE 254

Loi des techniciens dentaires

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

Défini-
tions:

«l'Asso-
ciation»;

«conseil»;

«membres
de l'Asso-
ciation»;

«techni-
cien den-
taire».

Nom.

1. Dans la présente loi, les mots et expressions suivants, à moins que ce ne soit incompatible avec le contexte, doivent être interprétés comme suit:

1° «l'Association» signifie l'Association des techniciens dentaires de la province de Québec;

2° «conseil» signifie le conseil de l'Association des techniciens dentaires de la province de Québec;

3° «membres de l'Association» signifie les personnes qui ont été constituées en corporation ou association, en vertu de la présente loi, et celles qui ont été admises plus tard comme membres de l'Association, et qui se sont maintenues en règle suivant la loi et les règlements de l'Association;

4° «technicien dentaire» signifie toute personne dont l'art consiste à exécuter les prescriptions ou ordonnances des dentistes ou médecins pour la fabrication ou la réparation de toutes pièces de prothèse buccale. S. R. 1941, c. 268A, a. 2; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.

2. L'association est constituée sous le nom de «L'Association des techniciens dentaires de la province de Québec», en langue française et de «*Association of Dental Technicians of the Province of Quebec*», en langue anglaise. S. R. 1941, c. 268A, a. 2; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.

CHAPTER 254

Dental Technicians Act

DIVISION I

DECLARATORY AND INTERPRETATIVE PROVISIONS

1. In this act, the following words and expressions, save in the case of incompatibility with the context, shall be interpreted as follows:

(1) "the Association" means the Association of Dental Technicians of the Province of Quebec;

(2) "Council" means the council of the Association of Dental Technicians of the Province of Quebec;

(3) "members of the Association" means the persons who are constituted a corporation or association under this act and those who shall be admitted later as members of the Association, and who maintain themselves in good standing in accordance with the law and the by-laws of the Association;

(4) "dental technician" means any person whose art consists in filling the prescriptions or orders of dentists or physicians for the manufacture or repair of oral prosthetic devices of all kinds. R. S. 1941, c. 268A, s. 2; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1.

2. The Association is constituted under the name of the "Association of Dental Technicians of the Province of Quebec" in English, and of "*L'Association des techniciens dentaires de la province de Québec*" in French. S. R. 1941, c. 268A, s. 2; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1.

Siège social.

3. Le siège social de l'Association est dans la ville de Montréal. S. R. 1941, c. 268A, a. 4; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.

Admission de membres.

4. Toute personne qui se conformera à la présente loi et aux dispositions des règlements régissant l'Association, pourra devenir membre de l'Association. S. R. 1941, c. 268A, a. 5; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.

Permanence.

5. Les membres de l'Association resteront membres, tant qu'ils se conformeront à la loi et aux dispositions des règlements de l'Association. S. R. 1941, c. 268A, a. 6; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.

3. The corporate seat of the Association shall be in the city of Montreal. R. S. 1941, c. 268A, s. 4; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1. Corporate seat.

4. Every person who shall comply with this act and with the provisions of the by-laws governing the Association may become a member of the Association. R. S. 1941, c. 268A, s. 5; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1. Right of membership.

5. The members of the Association shall remain members as long as they shall comply with the law and the provisions of the by-laws of the Association. R. S. 1941, c. 268A, s. 6; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1. Duration of membership.

SECTION II

POUVOIRS DE L'ASSOCIATION

Pouvoirs corporatifs.

6. L'Association possède tous les pouvoirs nécessaires pour atteindre ses fins et plus généralement ceux qui peuvent être exercés par les corporations ordinaires et, sans aucunement limiter les termes généraux du présent article, elle pourra:

- a) Ester en justice;
- b) Acquérir et posséder tous biens meubles;
- c) Acquérir et posséder des biens immobiliers dans la province, jusqu'à concurrence de la somme de cent mille dollars;
- d) Administrer, vendre, louer, échanger, céder, tout ou partie de ses biens ou autrement en disposer;
- e) Contracter des engagements ainsi qu'emprunter sur le crédit de l'Association et pour assurer l'exécution desdits engagements ou le remboursement des emprunts, hypothéquer, nantir et mettre en gage tout ou partie des biens de l'Association, présents ou futurs, soit par acte d'hypothèque ou par acte de fidéicommiss ou de toute autre manière qu'elle jugera convenable;
- f) Édicter des règlements qui paraissent utiles ou nécessaires à sa régie interne, à l'administration et à la disposition de ses biens, modifier, abroger ou remplacer tels règlements aussi souvent que bon lui semble;
- g) Réglementer l'exercice par ses membres de l'art de technicien dentaire et promouvoir leur avancement professionnel. S. R. 1941, c. 268A, a. 7; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1; 9-10 Eliz. II c. 88, a. 1.

DIVISION II

POWERS OF THE ASSOCIATION

6. The Association shall possess all the powers required to attain its objects and more generally those that may be exercised by ordinary corporations and, without in any way limiting the generality of the terms of this section, it may:

- (a) Appear before the courts;
- (b) Acquire and possess any moveable property;
- (c) Acquire and possess immoveable property within the Province up to an amount of one hundred thousand dollars;
- (d) Administer, sell, rent, exchange, make over all or part of its property or otherwise dispose thereof;
- (e) Contract obligations as well as borrow upon the credit of the Association and, to secure the fulfilment of such obligations or the reimbursement of its loans, hypothecate, mortgage and pledge all or part of the property of the Association, present, or present and future, either by deed of hypothec or by trust deed or in any other manner that it shall deem expedient;
- (f) Enact any by-laws which appear useful or necessary for its internal management, the administration and the disposal of its property, and amend, repeal or replace such by-laws as often as it shall deem expedient;
- (g) Regulate the practice by its members of the art of dental technician and promote their professional advancement. R. S. 1941, c. 268A, s. 7; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 88, s. 1. Corporate powers.

Comité
régissant
l'admis-
sion.

7. Les conditions d'admission à l'étude et à l'exercice de l'art de technicien dentaire ainsi que l'apprentissage, les études et les examens sont régis par un comité de huit membres dont quatre sont nommés par le conseil de l'Association et quatre sont nommés par le Bureau provincial de chirurgie dentaire, ces derniers devant comprendre un professeur de chacune des facultés de chirurgie dentaire des universités McGill et de Montréal.

Membres
du comité.

Les membres de ce comité sont nommés pour deux ans et toute vacance est remplie d'après le mode de nomination du membre à remplacer et pour le temps seulement pendant lequel il serait demeuré en office.

Règle-
ments.

Les règlements faits par ce comité pour sa régie interne et pour les fins ci-dessus sont soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 268A, a. 8, (*partie*); 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.

Écoles,
etc.

8. Ces règlements peuvent prévoir l'établissement d'écoles, de laboratoires ou de cours spéciaux pour techniciens dentaires et l'affiliation de l'Association à toute école ou université. S. R. 1941, c. 268A, a. 8 (*partie*); 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.

Contri-
bution an-
nuelle.

9. L'Association peut imposer une contribution annuelle n'excédant pas cent dollars à chaque technicien dentaire et remettre sur tel paiement un certificat d'inscription signé par deux membres du conseil. À défaut de paiement, le conseil peut suspendre le membre en défaut jusqu'à l'acquittement de la contribution. S. R. 1941, c. 268A, a. 9; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 88, a. 2.

7. The conditions of admission to the study and to the practice of the art of dental technician, as well as apprenticeship, studies and examinations, shall be governed by a committee of eight members, four of whom shall be appointed by the council of the Association and four by the Provincial Board of Dental Surgery, the latter to include one professor from each of the faculties of dental surgery of McGill and Montreal universities.

Commit-
tee to re-
gulate
admission.

The members of such committee shall be appointed for two years and any vacancy shall be filled in the manner in which the member to be replaced was appointed and for such time only as he would have remained in office.

Members
of com-
mittee.

The by-laws made by such committee for its internal management and for the above purposes shall be subject to approval by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 268A, s. 8 (*part*); 8 Geo. VI, c. 43, s. 1.

By-laws.

8. Such by-laws may provide for the establishment of schools, laboratories or special courses for dental technicians and for the affiliation of the Association with any school or university. R. S. 1941, c. 268A, s. 8 (*part*); 8 Geo. VI, c. 43 s. 1.

Schools,
etc.

9. The Association may impose an annual contribution not exceeding one hundred dollars upon each dental technician and, upon payment thereof, deliver a registration certificate signed by two members of the council. Failing payment, the council may suspend the defaulting member until the contribution is paid. R. S. 1941, c. 268A, s. 9; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 88, s. 2.

Annual
contribu-
tion.

SECTION III

DIVISION III

ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION

ADMINISTRATION OF THE ASSOCIATION

Adminis-
tration.

10. Les affaires de l'Association sont administrées par un conseil composé de neuf de ses membres, parmi lesquels sont choisis un président, un vice-président et un secrétaire-trésorier.

Durée
d'office.

Tous les membres de ce conseil, sauf le secrétaire-trésorier, sont élus pour quatre années, toute vacance étant remplie par

10. The business of the Association shall be administered by a council composed of nine of its members, from amongst whom a president, a vice-president and a secretary-treasurer shall be chosen.

Council.

All the members of such council except the secretary-treasurer shall be elected for four years, any vacancy being filled

Term of
office.

le conseil pour le reste du terme du membre à remplacer.

Secrétaire-trésorier.

Le secrétaire-trésorier est choisi par le conseil parmi les membres de l'Association et les conditions de durée et de rémunération de son engagement sont déterminées par le conseil.

Vote aux assemblées.

Toutes les questions soumises aux assemblées de l'Association, de même qu'aux assemblées du conseil sont décidées à la majorité des voix, chaque membre de l'Association ou du conseil ayant droit à une voix. Au cas d'égalité le président de l'assemblée ou du conseil a un vote prépondérant. S. R. 1941, c. 268A, a. 10; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 88, a. 3.

Peines disciplinaires.

11. Le conseil de l'Association peut imposer aux membres des peines disciplinaires pour manquements aux règlements. Ces peines disciplinaires comprennent la suspension ou l'expulsion ou une amende n'excédant pas cent dollars. S. R. 1941, c. 268A, a. 11; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.

Renvoi de membres.

12. Aucun membre de l'Association ne peut être renvoyé par le conseil si la décision n'est pas agréée par au moins sept membres du conseil. Tout membre ainsi renvoyé peut en appeler de la décision du conseil à l'assemblée générale spéciale suivante, à condition de donner un avis par écrit de son intention d'appeler dans les quinze jours de la notification de son renvoi. Sur réception d'un tel avis de la part du membre renvoyé, il doit, sans délai, être convoqué, de la manière ordinaire, une assemblée des membres de l'Association pour décider de l'appel. La décision du conseil ne peut être infirmée à ladite assemblée que par un vote des deux tiers des membres présents. S. R. 1941, c. 268A, a. 12; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.

Appel.

by the council for the remainder of the term of the member to be replaced.

The secretary-treasurer shall be chosen by the council from amongst the members of the Association, and the conditions respecting the duration of his employment and his remuneration shall be determined by the council.

Secretary-treasurer.

All questions submitted to meetings of the Association, as well as to meetings of the council, shall be decided by a majority of votes, each member of the Association or of the council being entitled to one vote. In the case of a tie, the chairman of the meeting or of the council shall have a casting-vote. R. S. 1941, c. 268A, s. 10; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 88, s. 3.

Voting at meetings.

11. The council of the Association may impose disciplinary penalties upon members for breach of the by-laws. Such disciplinary penalties may include suspension or expulsion or a fine not exceeding one hundred dollars. R. S. 1941, c. 268A, s. 11; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1.

Disciplinary penalties.

12. No member of the Association may be dismissed by the council unless the decision is concurred in by at least seven members of the council. Any member so dismissed may appeal from the decision of the council to the next special general meeting, provided that he shall give written notice of his intention to appeal within fifteen days of the notification of his dismissal. Upon receipt of such a notice on behalf of the member dismissed, a meeting of the members of the Association to decide such appeal shall be convened forthwith in the ordinary manner. The decision of the council cannot be overruled at such meeting, except by a vote of two-thirds of the members present. R. S. 1941, c. 268A, s. 12; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1.

Dismissal of member.

Appeal.

SECTION IV

EXERCICE DE L'ART

Personnes autorisées à fournir des pièces de prothèse buccale.

13. Seuls peuvent, dans la province de Québec, fournir, confectionner, réparer aucune pièce de prothèse buccale de quelque nature que ce soit:

a) Tout dentiste au sens de la Loi des dentistes (chap. 253);

DIVISION IV

PRACTICE OF THE ART

13. In the Province of Quebec, the following persons only may supply, make or repair any oral prosthetic device of whatsoever nature:

Persons authorized to supply oral prosthetic devices.

(a) Any dentist within the meaning of the Dental Act (Chap. 253);

b) Tout médecin au sens de la Loi médicale (chap. 249);

c) Tout dispensaire d'hôpital ou clinique universitaire ou municipale, sur prescription ou ordonnance d'un médecin ou d'un dentiste;

d) Les membres de l'Association, sur prescription ou ordonnance d'un médecin ou d'un dentiste;

e) Les apprentis techniciens dentaires, dans la mesure permise par les règlements.

Restriction.

Rien dans la présente loi n'autorise un membre de l'Association à avoir affaire pour les opérations ci-dessus à une personne autre que celles visées aux alinéas *a*, *b* et *c*. S. R. 1941, c. 268A, a. 13; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.

Exercice illégal.

14. Toute personne qui, n'étant pas membre en règle de l'Association:

a) Pratique dans la province comme technicien dentaire, soit gratuitement soit pour valeur;

b) Soit par un titre ou une qualité qu'il assume, soit par des lettres ou signes dont il fait précéder ou suivre son nom, ou de toute autre manière, laisse faussement croire ou entendre, ou fait faussement présumer qu'il est autorisé à exercer l'art de technicien dentaire, ou se sert sans droit du nom de technicien dentaire, —

commet une infraction à la présente loi. S. R. 1941, c. 268A, a. 14; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.

Réclame prohibée.

15. Toute personne autorisée à exercer l'un ou tous les privilèges conférés par l'article 13 de la présente loi, ne peut directement ou indirectement, annoncer d'une façon expresse, ou laisser entendre par ses annonces:

a) Qu'il donne des consultations gratuites;

b) Qu'il donne des services gratuits;

c) Qu'il donne des primes;

d) Qu'il accorde des rabais, des escomptes ou des réductions;

e) Qu'il promet des remises ou remboursements d'argent.

Infractions distinctes.

Chacun des faits mentionnés dans le présent article constitue une infraction distincte à la présente loi.

Exception.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux institutions mention-

b) Any physician within the meaning of the Medical Act (Chap. 249);

c) Any hospital dispensary or university or municipal clinic, upon a dentist's or physician's prescription or order;

d) Members of the Association, upon the prescription or order of a physician or dentist;

e) Apprentice dental technicians, to the extent permitted by the by-laws.

Nothing in this act shall authorize a member of the Association to deal with any person other than those contemplated in sub-paragraphs *a*, *b* and *c* for the work mentioned above. R. S. 1941, c. 268A, s. 13; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1.

Restriction.

14. Any person who, not being a member in good standing of the Association:

a) Practises in the Province as a dental technician, either with or without pecuniary remuneration;

b) Either by the assumption of a title or style, or by letters or signs placed before or after his name, or in any other manner, falsely gives reason to believe or falsely implies that he is authorized to practise the art of dental technician; or makes use, without right, of the designation of dental technician, —

shall be guilty of an infringement of this act. R. S. 1941, c. 268A, s. 14; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1.

Illegal practice.

15. No person authorized to exercise any or all of the privileges conferred by section 13 of this act shall, directly or indirectly, advertise expressly or imply by his advertisements that he:

Illegal advertisement.

a) Gives free consultations;

b) Gives free services;

c) Grants premiums;

d) Grants rebates, discounts or reductions;

e) Promises the return or reimbursement of money.

Each act mentioned in this section shall constitute a separate infringement of this act.

Separate offences.

The provisions of this section shall not apply to the institutions mentioned in

Exception.

nées au paragraphe *c* de l'article 13. S. R. 1941, c. 268A, a. 15; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.

Réclame
prohibée.

16. Toute personne autorisée à exercer l'un ou tous les privilèges conférés par l'article 13 de la présente loi ne peut directement ou indirectement :

a) S'annoncer ou se faire annoncer en cette qualité, annoncer ou faire annoncer ses produits de prothèse buccale par l'intermédiaire de la radio;

b) S'annoncer ou se faire annoncer en cette qualité, annoncer ses produits de prothèse buccale par une maison de commerce soit à la radio ou par la publicité écrite;

c) S'annoncer ou se faire annoncer en cette qualité, annoncer ou faire annoncer ses produits de prothèse buccale d'une façon anonyme ou de façon à éluder la loi;

d) Annoncer d'aucune manière le prix ou les conditions de paiement de ses produits de prothèse buccale.

Infrac-
tions dis-
tinctes.

Chacun des faits mentionnés au présent article constitue une infraction distincte à la présente loi. S. R. 1941, c. 268A, a. 16; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.

Pratiques
prohibées.

17. Nul technicien dentaire ne doit :

a) Utiliser dans la fabrication ou réparation d'une pièce de prothèse buccale des matériaux autres que ceux prescrits par l'ordonnance du médecin ou du dentiste;

b) S'annoncer comme tel par enseigne ou autrement de façon que l'enseigne ou autre moyen d'annonce soit visible d'une rue ou place publique;

c) S'annoncer comme tel par publicité écrite autrement qu'en faisant publier dans une revue exclusivement consacrée à la chirurgie dentaire ou à la technique dentaire ou dans un imprimé exclusivement distribué à des dentistes ou médecins une annonce ne comprenant pas autre chose que son nom, ses titres professionnels, son adresse, ses spécialités, ses heures de bureau, son numéro de téléphone.

d) Exercer son art sans ordonnance de médecin ou de dentiste, sauf pour des travaux prescrits par un médecin ou dentiste exerçant hors de la province de Québec et livrés à tel médecin ou dentiste en dehors de la province.

16. No person authorized to exercise any or all of the privileges conferred by section 13 of this act shall, directly or indirectly :

(a) Advertise or cause himself to be advertised in such capacity, or advertise his oral prosthetic products or cause them to be advertised, by radio;

(b) Advertise or cause himself to be advertised in such capacity, or advertise his oral prosthetic products, through a commercial establishment, either by radio or by written publicity;

(c) Advertise or cause himself to be advertised in such capacity, or advertise or cause his oral prosthetic products to be advertised, anonymously or in such manner as to evade the law;

(d) Advertise, in any manner, the prices or conditions of payment for his oral prosthetic products.

Each act mentioned in this section shall constitute a separate infringement of this act. R. S. 1941, c. 268A, s. 16; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1.

Illegal
advertis-
ment.

Separate
offences.

17. No dental technician shall :

(a) Use, in the manufacture or repair of oral prosthetic devices, materials other than those prescribed in the order of the physician or dentist;

(b) Advertise himself as such, by a sign or otherwise, in such manner that the sign or other means of advertising is visible from a public street or square;

(c) Advertise himself as such by written advertisement otherwise than by publishing in a revue exclusively devoted to dental surgery or dental technique, or in a printed publication circulated exclusively among dentists or physicians, an announcement including nothing except his name, professional titles, address, specialties, office hours and telephone number.

(d) Engage in his art without the order of a physician or dentist, except for works prescribed by a physician or dentist practising outside the Province of Quebec and delivered to such physician or dentist outside of the province.

Forbid-
den prac-
tices.

| | | | |
|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Infraction distincte. | Chacun des actes mentionnés au présent article constitue une infraction distincte à la présente loi. S. R. 1941, c. 268A, a. 17; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 88, a. 4. | Each act mentioned in this section shall constitute a separate infringement of this act. R. S. 1941, c. 268A, s. 17; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 88, s. 4. | Separate infringement. |
| Exercice par entremise de société, etc. | 18. Rien dans la présente loi n'empêche les membres de l'Association d'exercer leur art par l'intermédiaire d'une société ou d'une corporation, pourvu que tous les sociétaires de telle société ou tous les actionnaires de telle corporation soient membres en règle de l'Association et que l'un desdits sociétaires ou actionnaires ait accepté par écrit d'être réputé responsable de toute infraction à la présente loi dont telle société ou corporation pourrait être trouvée coupable. | 18. Nothing in this act shall prevent members of the Association from engaging in their art through the agency of a partnership or corporation, provided that all the partners of such partnership or all the shareholders of such corporation are members in good standing of the Association and one of the said partners or shareholders has agreed in writing to be deemed responsible for any infringement of this act of which such partnership or corporation might be found guilty. | Practice in partnership, etc. |
| Raison sociale. | Il est permis de pratiquer la profession de technicien dentaire sous une raison sociale dont le nom est celui d'un, de plusieurs, ou de tous les techniciens dentaires associés. S. R. 1941, c. 268A, a. 18; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 88, a. 5. | The profession of dental technician may be practised under a firm name which is that of one or more or of all the dental technicians who are partners. R. S. 1941, c. 268A, s. 18; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 88, s. 5. | Firm name. |
| Prix non réglementés. | 19. Rien dans la présente loi n'autorise l'Association à réglementer ni contrôler les prix des objets de prothèse buccale. S. R. 1941, c. 268A, a. 19; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1. | 19. Nothing in this act shall authorize the Association to regulate or control the prices of articles of oral prosthesis. R. S. 1941, c. 268A, s. 19; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1. | Price control not authorized. |
| Liste des membres. | 20. L'Association fournira annuellement au Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec et au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec une liste complète de ses membres avec indication de ceux qui ont pris l'engagement visé à l'article 18 et leur donnera aussi communication, au fur et à mesure, des changements à cette liste. S. R. 1941, c. 268A, a. 20; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1. | 20. The Association shall furnish The College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec and the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, yearly, with a complete list of its members, with mention of those who have assumed the obligation contemplated in section 18, and shall also communicate to them any changes in such list as they occur. R. S. 1941, c. 268A, s. 20; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1. | List of members. |

SECTION V

PEINES

Amendes. **21.** Toute personne enfreignant les dispositions de la présente loi est passible d'une amende n'excédant pas cent dollars pour la première infraction, de cent à deux cents dollars pour la deuxième infraction et de deux cents à cinq cents dollars pour toute infraction subséquente. S. R. 1941, c. 268A, a. 21; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.

DIVISION V

PENALTIES

21. Every person infringing the provisions of this act shall be liable to a fine of not more than one hundred dollars for the first offence, of one hundred dollars to two hundred dollars for the second offence, and of two hundred to five hundred dollars for any subsequent offence. R. S. 1941, c. 268A, s. 21; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1.

Procédure. 22. Les poursuites pour infractions à la présente loi sont intentées suivant la Loi des poursuites sommaires (chap. 35) au nom de l'Association ou du Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec auxquels seuls il appartient d'intenter ces poursuites par leurs représentants autorisés. L'amende appartient à la corporation au nom de laquelle la poursuite a été intentée.

Dispositions applicables. Les dispositions de la première et de la deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires sont applicables. S. R. 1941, c. 268A, a. 22; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 88, a. 6.

Peines additionnelles: 23. En outre de toute autre peine, le juge devant lequel un technicien dentaire est trouvé coupable d'une infraction à la présente loi ou à la Loi des dentistes (chap. 253) doit:

Suspension; a) S'il s'agit d'une seconde infraction, décréter la suspension de l'inculpé comme membre de l'Association pour une période d'au moins un mois;

Idem; b) S'il s'agit d'une troisième infraction, décréter la suspension de l'inculpé comme membre de l'Association pour une période de trois mois à un an;

Expulsion. c) S'il s'agit d'une quatrième infraction, décréter l'expulsion de l'inculpé.

Anciennes infractions. Dans l'application du présent article, il ne sera pas tenu compte des infractions commises avant le 3 juin 1944.

Transmission de copie de jugement. Une copie de tout jugement rendu en vertu du présent article doit être transmise par le greffier du tribunal au secrétaire-trésorier de l'Association. S. R. 1941, c. 268A, a. 23; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.

Appel. 24. Dans les cas prévus à l'article précédent, appel peut être interjeté par toute partie à la poursuite par requête adressée à l'un des juges de la Cour du banc de la reine qui a seule juridiction.

Délai. La requête doit être produite dans les trente jours du jugement et accompagnée d'un dépôt de trois cents dollars pour la garantie des frais.

Signification de requête. La requête, avec avis de sa présentation, doit être signifiée à la partie adverse au moins six jours avant la date fixée dans l'avis.

22. Prosecutions for offences against this act shall be instituted in accordance with the Summary Convictions Act (Chap. 35) in the name of the Association, or of the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, who alone shall be entitled to institute such prosecutions through their authorized representatives. The fine shall belong to the corporation in whose name the prosecution has been brought.

The provisions of Parts I and II of the Summary Convictions Act shall be applicable. R. S. 1941, c. 268A, s. 22; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 88, s. 6.

23. In addition to any other penalty, the judge before whom a dental technician is found guilty of an offence against this act or against the Dental Act (Chap. 253) shall:

(a) In the case of a second offence, pronounce the suspension of the accused as a member of the Association for a period of at least one month;

(b) In the case of a third offence, pronounce the suspension of the accused as a member of the Association for a period of three months to one year;

(c) In the case of a fourth offence, pronounce the expulsion of the accused.

In the application of this section, offences committed before the 3rd of June 1944 shall not be taken into account.

A copy of every judgment rendered under this section shall be sent by the clerk of the court to the secretary-treasurer of the Association. R. S. 1941, c. 268A, s. 23; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1.

24. In the cases contemplated in the preceding section, any party to the prosecution may appeal by petition addressed to a judge of the Court of Queen's Bench who alone shall have jurisdiction.

The petition must be filed within thirty days after judgment and must be accompanied by a deposit of three hundred dollars as security for costs.

The petition, with a notice of its presentation, must be served upon the opposite party six days at least before the date fixed in the notice.

- Transmission de dossier.** Le dossier original de la cause doit être aussitôt transmis, par le greffier du juge de première instance, au greffier de la division de la Cour du banc de la reine où l'appel doit être entendu. S. R. 1941, c. 268A, a. 24; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 88, a. 7.
- Transmission of record.** The original record in the case shall be transmitted forthwith by the clerk of the judge of first instance to the clerk of the division of the Court of Queen's Bench at the place where the appeal is to be heard. R. S. 1941, c. 268A, s. 24; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 88, s. 7.
- Pouvoirs de la Cour d'appel.** **25.** La Cour du banc de la reine saisie de l'appel peut exercer tous les pouvoirs nécessaires à sa juridiction, rendre les ordonnances qu'elle juge convenables pour suppléer aux déficiences du dossier et pourvoir à tous les cas où la présente loi ne fournit pas un remède spécifique aux parties.
- Powers of Court of Queen's Bench.** **25.** The Court of Queen's Bench seized of the appeal may exercise all powers necessary to its jurisdiction, make such orders as it may deem expedient to remedy any defects in the record and provide for all cases in which this act does not furnish the parties with a specific remedy.
- Nouvelle preuve.** Elle peut ordonner qu'une nouvelle preuve soit versée au dossier de la manière qu'elle indique. S. R. 1941, c. 268A, a. 25; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.
- New evidence.** It may order that new evidence be placed in the record in such manner as it may indicate. R. S. 1941, c. 268A, s. 25; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1.
- Décision sur l'appel.** **26.** La Cour du banc de la Reine peut confirmer ou modifier la décision frappée d'appel ou rendre toute autre décision que le juge de première instance eût pu rendre. S. R. 1941, c. 268A, a. 26; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.
- Decision on appeal.** **26.** The Court of Queen's Bench may confirm or amend the decision appealed from or render any other decision which the judge of first instance might have rendered. R. S. 1941, c. 268A, s. 26; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1.
- Remise du dossier.** **27.** Après jugement sur l'appel, le greffier des appels doit transmettre le dossier au greffier du juge qui a rendu la décision frappée d'appel en y ajoutant une copie authentique de ce jugement.
- Retransmission of record.** **27.** After judgment on the appeal, the clerk of appeals shall transmit the record to the clerk of the judge who rendered the decision appealed from, adding to it a certified copy of such judgment.
- Exécution.** Le jugement sur l'appel est mis à exécution comme un jugement rendu par le juge de première instance. S. R. 1941, c. 268A, a. 27; 8 Geo. VI, c. 43, a. 1.
- Execution.** The judgment on the appeal shall be executed in the same manner as a judgment rendered by the judge of first instance. R. S. 1941, c. 268A, s. 27; 8 Geo. VI, c. 43, s. 1.